

Rapport d'audit de vérification d'action corrective (CVA)

Nom de l'organisme:	BOIS ET SCIERIES DU GABON (BSG)
Code de certificat:	Click here to enter text.
Date du rapport final:	14 Juin 2022

I. PROCESSUS D'AUDIT

Auditeurs, qualifications:	<p>ESSOUNGA BENGA Paul Alain, Auditeur principal</p> <p>Paul Alain ESSOUNGA est un ingénieur forestier camerounais avec une expérience dans des entreprises d'exploitation forestière au Cameroun où il a travaillé comme gestionnaire des Unités Forestières d'Aménagement (UFA) et comme auditeur interne pour préparer les entreprises à des audits externes de certification (OLB et FSC).</p> <p>Paul Alain est également un auditeur FSC FM et CoC depuis de nombreuses années. Il a été membre d'équipe d'audits au Cameroun, Congo et au Gabon depuis plus de 6 ans pour le compte de Rainforest Alliance et NEPCon.</p> <p>Paul Alain a été auditeur pour la certification Vérification of Legal Conformity (VLC) qui est un certificat privé de légalité délivré par Rainforest Alliance pour les entreprises de gestion forestière.</p> <p>Il a été membre d'équipes d'audits pour cette certification au Cameroun et en République du Congo. Il est actuellement Lead Auditor pour la certification LegalSource de NEPCon pour laquelle il a été responsable d'audit au Gabon, au Congo, en RDC et au Cameroun.</p> <p><i>ESSOUNGA BENGA Paul Alain, Auditor</i></p> <p><i>Paul Alain ESSOUNGA is a Cameroonian forestry engineer with experience in logging companies in Cameroon where he worked as a manager of Forest Management Units (UFA) and as an internal auditor to prepare companies for external certification audits (OLB and FSC).</i></p> <p><i>Paul Alain has also been an FSC FM and CoC listener for many years. He has been a member of audit teams in Cameroon, Congo and Gabon for more than 6 years on behalf of Rainforest Alliance and NEPCon.</i></p> <p><i>Paul Alain was an auditor for the Verification of Legal Conformity (VLC) certification, which is a private certificate of legality issued by the Rainforest Alliance for forest management companies.</i></p> <p><i>He was a member of audit teams for this certification in Cameroon and the Republic of Congo. He is currently Lead Auditor for NEPCon's LegalSource certification for which he was lead auditor in Gabon, Congo, DRC and Cameroon.</i></p>
Date d'audit:	25-27 Avril 2022

Type de CVA:	Bureau ☒	Visite terrain ☒ Emplacement(s): CFAB BSG Otouma-usine BSG d'Otouma-Base-vie Otouma, Abanga A et Abanga B, transport vers le port de Libreville.
Résumé du déroulement de l'audit:	<p>L'audit de vérification des non-conformités Majeures 03/21, 07/21 et 12/21 s'est entièrement déroulée en présentiel sur le terrain.</p> <p>Il fait suite à l'audit d'enregistrement de la société Bois et Scieries du Gabon (BSG) qui s'est déroulé au courant de l'année 2021 et pendant lequel les trois (03) Non-conformités majeures ci-dessus avaient été émises par les auditeurs.</p> <p>Suivant les règles d'audit, le CVA a connu une réunion d'ouverture sur la base-vie d'Otouma (dans laquelle résident des cadres, le personnel expatrié, quelques chauffeurs) suivie d'une visite dans les base-vie Abanga A et Abanga B (dans lesquels résident le personnel de l'entreprise utilisé pour les activités d'exploitation forestière nationaux et expatriés).</p> <p>A la fin du séjour de l'auditeur dans l'UFA BSG OTOUMA, une réunion de clôture a eu lieu afin de présenter les constats faits suite à la consultation des documents mis à la disposition de l'auditeur par l'entreprise, aux observations de terrain et aux échanges avec les parties prenantes.</p> <p><i>The verification audit of Major non-conformities 03/21, 07/21 and 12/21 took place entirely face-to-face in the field.</i></p> <p><i>It follows the registration audit of the company Bois et Scieries du Gabon (BSG) which took place during the year 2021 and during which the three (03) major Non-conformities above had been issued by listeners.</i></p> <p><i>According to the audit rules, the CVA had an opening meeting at the Otouma living base (in which reside executives, expatriate staff, a few drivers) followed by a visit to the Abanga A living bases and Abanga B (in which company personnel used for national and expatriate logging activities reside).</i></p> <p><i>At the end of the auditor's stay in the UFA BSG OTOUMA, a closing meeting took place in order to present the observations made following the consultation of the documents made available to the auditor by the company, the observations in the field and exchanges with stakeholders.</i></p>	
Changement dans la portée du certificat depuis le dernier audit:	<p>La société BSG est en phase d'audit d'enregistrement. La portée définie pour le certificat sollicité par l'entreprise prend en compte les activités forestières se déroulant dans la CFAD BSG OTOUMA, la transformation des produits dans l'usine BSG OTOUMA et le transport des produits vers le port de Libreville pour l'expédition des produits vers les clients de l'entreprise.</p> <p><i>BSG is in the registration audit phase. The scope defined for the certificate requested by the company takes into account the forestry activities taking place in the CFAD BSG OTOUMA, the transformation of the products in the BSG OTOUMA factory and the transport of the products to the port of Libreville for the shipment of the products. products to the company's customers.</i></p>	

II. ÉVALUATION DU RAPPORT DE NON- CONFORMITÉ (NCR)

Non-Conformance #:	03/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	<p>LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section E-LegalSource Due Diligence Checklist, criterion 4.1</p> <p>The Organization shall review its due diligence system at a minimum annually, in order to address any weaknesses.</p> <p>NOTE: Internal monitoring shall cover internal entities and group members/sites (where applicable), as well as for any suppliers and sub-suppliers.</p> <p>4.1.1 All non-conformances and corrective actions identified shall be documented.</p> <p>4.1.2 Organization shall ensure that all non-conformances are addressed and corrected in a timely manner.</p> <p>4.1.3 Organization shall make all reports of monitoring available to the Certification Body.</p>	
Description of Non-conformance:		
<p>Les auditeurs ont consulté la procédure de Diligence Raisonnée (PRO-BSG BSG-019 du 22/11/2021) de la société BSG ainsi que les directives sur la Diligence Raisonnée V 3.0 produites par NEPCon/Preferred By Nature qui est l'Organisme de certification dans le cadre de la certification LegalSource.</p> <p>Les directives sur la Diligence Raisonnée V 3.0 produites par NEPCon définissent le Système de Diligence Raisonnée (SDR) ainsi qu'il suit « Le SDR comprend des outils qui ont été développés pour aider les entreprises du monde entier à exclure le bois illégal de leurs chaînes d'approvisionnement. Le système est conçu pour correspondre à toutes les exigences du règlement sur le bois de l'UE, ainsi que la loi Lacey des États-Unis et la loi australienne sur l'interdiction de l'exploitation forestière illégale ».</p> <p>Ainsi les directives prévoient quatre étapes avec des actions sous-jacentes pour la mise en œuvre d'un SDR :</p> <p>1- Système de Gestion de la Qualité ;</p> <p>Actions sous-jacentes : s'engager à s'approvisionner légalement (politique d'approvisionnement), définir les responsabilités et assurer les compétences (formation), instituer la documentation des procédures (procédures couvrant tout le SDR et signées par la hiérarchie de l'entreprise), instaurer le contrôle de la qualité et le suivi des performances (monitoring), définir le Cadre du Système de Diligence Raisonnée (portée).</p> <p>2- L'Accès à l'information (Gestion et données de la chaîne logistique) ;</p> <p>Actions sous-jacentes : Recueillir les données sur la chaîne logistique (informations sur les sites et les produits), Consigner les données sur les fournisseurs (si applicable), Évaluer les documents et les données (analyse documentaire de la légalité), Recueillir des données supplémentaires sur la chaîne logistique</p> <p>3- L'évaluation des Risques ;</p> <p>Actions sous-jacentes : Identifier les risques, réaliser un inventaire de la chaîne logistique, Spécifier les risques, Vérifier la présence de non-conformités, notez la conclusion de l'évaluation des risques,</p> <p>4- L'atténuation des Risques ;</p>		

Actions sous-jacentes : Identifier les actions d'atténuation, Obtenir le consentement des fournisseurs, Planifier et consigner des mesures d'atténuation des risques, Mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques, Évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation des risques.

Aucun document contenant les informations sur les étapes et les actions menées par BSG pour la mise en place d'un SDR n'a été présenté aux auditeurs.

Même si l'entreprise a présenté des documents démontrant la mise en œuvre de quelques actions sous-jacentes sur les étapes 1-Système de gestion de la qualité et 2-Accès à l'information, aucune information n'est disponible sur les étapes 3-évaluation des risques et 4-Atténuation des risques.

The auditors have consulted the Due Diligence V 2.0 procedure (PRO-BSG-019 dated 07/12/2021) of the company BSG as well as the directives on Due Diligence V 3.0 produced by NEPCo / Preferred By Nature which is the Organization certification as part of the LegalSource certification.

The Due Diligence Guidelines V 3.0 produced by NEPCo defines the System of Due Diligence (SDR) as follows "The SDR comprises tools that have been developed to help companies around the world exclude illegal timber from their chains supply. The system is designed to meet all requirements of the EU Timber Regulations, as well as the US Lacey Act and the Australian Illegal Logging Prohibition Act".

Thus the guidelines provide for four steps with underlying actions for the implementation of an SDR:

1- Quality Management System;

Underlying actions: commit to legal procurement (procurement policy), define responsibilities and ensure skills (training), institute documentation of procedures (procedures covering the entire SDR and signed by the hierarchy of the company), establish quality control and performance monitoring (monitoring), define the Framework of the Due Diligence System (scope).

2- Access to information (Supply chain management and data);

Underlying actions: Collect supply chain data (site and product information), Log supplier data (if applicable), Assess documents and data (documentary legality analysis), Collect data additional supply chain

3- Risk assessment;

Underlying actions: Identify risks, carry out an inventory of the supply chain, Specify the risks, Check the presence of non-conformities, note the conclusion of the risk assessment

4- Risk mitigation;

Underlying actions: Identify mitigation actions, obtain supplier consent, Plan and document risk mitigation actions, Implement risk mitigation actions, Evaluate the effectiveness of risk mitigation actions. Risks.

No document containing information on the steps and actions carried out by BSG for the implementation of an SDR was presented to the auditors.

Although the company presented documents showing the implementation of some underlying actions on the steps 1-Quality management system and 2-Access to information, no information is available on steps 3-Risk Assessment and 4-Risk Mitigation.

Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>
Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>
Evidence Provided by Organization:	- Note de désignation du Responsable certification BSG ; - Note de désignation Adjoint au Responsable certification ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Note de désignation d'un agent chargé de la certification pour le site d'Otouma ; - Procédure de vérification de la légalité des fournisseurs de bois (PRO-BSG-017 du 07 Mars 2022) ; - Procédure de vérification de la légalité des prestataires (PRO-BSG-018 du 22 Novembre 2021 ; - Rapports de suivi du Système de Diligence Raisonnée BSG (PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 du 18 Avril et du 20 Avril 2022) - Grille de suivi de la légalité de BSG (PRO-BSG-019 ANNEX 2 Due Diligence System) ; - Grille de de suivi de la légalité de BSG (PRO-BSG-019 ANNEX 3 Liste des documents) ; - Grille de de suivi de la légalité de BSG (PRO-BSG-019 ANNEX 4 Corrective Action Request Template) ; - Procédure Due Diligence System (PRO-BSG-019-EN du 25 Mars 2022) ; - Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier. - Interviews - <i>Memorandum of appointment of the BSG Certification Manager;</i> - <i>Designation note Deputy to the Certification Manager;</i> - <i>Memorandum of appointment of an agent in charge of certification for the Otouma site;</i> - <i>Procedure for verifying the legality of timber suppliers (PRO-BSG-017 of March 07, 2022);</i> - <i>Procedure for verifying the legality of service providers (PRO-BSG-018 of November 22, 2021;</i> - <i>Monitoring reports of the BSG Due Diligence System (PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 of April 18 and April 20, 2022)</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-BSG-019 ANNEX 2 Due Diligence System);</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-BSG-019 ANNEX 3 List of documents);</i> - <i>BSG legality monitoring grid (PRO-BSG-019 ANNEX 4 Corrective Action Request Template);</i> - <i>Due Diligence System procedure (PRO-BSG-019-EN of March 25, 2022);</i> - <i>Action plan for the legality and certification of forest management.</i> - <i>- Interviews</i>
<p>Constat for Evaluation of Evidence:</p>	<p>En plus de la désignation du Responsable central en charge de la gestion de la certification au sein de l'entreprise, la société BSG a également désigné un Responsable certification Adjoint et un agent certification sur le site d'Otouma.</p> <p>En complément aux actions mises en œuvre par la société BSG pour La mise sur pied d'un système de gestion de la qualité dans le cadre de la certification LegalSource prenant en compte les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement à l'approvisionnement légal ; - Définition des responsabilités dans le cadre de la gestion de la certification LegalSource ; - Organisation de formations et sensibilisations sur la certification LegalSource ;

- Elaboration de procédures opérationnelles ;
- Mise en œuvre d'un système de monitoring interne des activités ;
- Mise en œuvre du Système de Diligence Raisonnée ;
- Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier.

Et pour l'accès à l'information prenant en compte les éléments suivants :

- Gestion et données de la chaîne logistique (informations sur les sites de récolte et les produits) ;
- Analyse documentaire de la légalité ;

L'entreprise a élaboré une procédure de Diligence Raisonnée (**Exhibit 1**-Procédure de Diligence Raisonnée PRO-BSG-019-EN du 25 Mars 2022) et des annexes à cette procédure qui lui permettent d'évaluer les risques d'approvisionnement en bois illégal et de les atténuer.

L'auditeur pu consulter deux rapports de suivi du système de Diligence Raisonnée de la société BSG pour l'année 2022 (**Exhibit 2**-Rapport de suivi du Système de Diligence Raisonnée BSG PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 du 18 Avril 2022 et Rapport de suivi du système de Diligence Raisonnée BSG PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 du 20 Avril 2022) qui sont des annexes de la procédure de Diligence Raisonnée.

Ces rapports présentent la portée du certificat LegalSource sollicité par la société BSG, les types de produits concernés, l'identification des sous-traitants, l'identification des acheteurs des produits de la société BSG, présente les résultats de l'analyse des risques et du contrôle de la conformité de l'entreprise avec la grille de légalité applicable et enfin fait un suivi des Requêtes d'Actions Correctives élaborées dans le cadre de la mitigation des risques.

L'auditeur a ainsi pu consulter les actions correctives émises lors des 2 premiers rapports d'examen de la Diligence Raisonnée et qui sont considérées comme les actions de mitigation des risques identifiés.

La consultation du Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier (**Exhibit 3**) permis aux auditeurs de constater que celui-ci est organisé autour des composants suivants :

- Système ;
- Social interne ;
- Social externe ;
- Relations extérieures ;
- QHSE ;
- Aménagement forestier ;
- Opérations forestières ;
- Gestion Environnementale ;
- Atelier mécanique ;
- Usine.

Chaque composante présentée ci-dessus est articulée autour d'un thème associé à des actions à mettre en œuvre avec les responsables désignés, le niveau de priorité, la date limite de mise en œuvre ainsi que le niveau de mise en œuvre (pourcentage de réalisation).

Le suivi de ce plan d'action associé à l'évaluation interne du système de Diligence Raisonnée de l'entreprise à travers la grille de légalité interne de suivi de la Diligence Raisonnée permet à l'entreprise

d'identifier les potentiels risques d'illégalité qui pourraient survenir dans son système.

L'entreprise utilise l'évaluation de la grille interne de légalité Due Diligence renseignée comme analyse de risque couvrant l'ensemble de ses activités et comme base sur laquelle les Requête d'action correctives présentées sont basées.

Les aspects évaluation et mitigation des risques sont désormais bien adressés au sein de l'entreprise.

In addition to the appointment of the Central Manager in charge of certification management within the company, BSG has also appointed a Deputy Certification Manager and a certification agent on the Otouma site.

In addition to the actions implemented by BSG for the establishment of a quality management system as part of the LegalSource certification taking into account the following aspects:

- *Commitment to legal supply;*
- *Definition of responsibilities in the management of LegalSource certification;*
- *Organization of training and awareness-raising on LegalSource certification;*
- *Development of operational procedures;*
- *Implementation of an internal activity monitoring system;*
- *Implementation of the Due Diligence System;*
- *Action plan for the legality and certification of forest management.*

And for access to information taking into account the following elements:

- *Supply chain management and data (information on harvest sites and products);*
- *Documentary analysis of legality;*

*The company has developed a Due Diligence procedure (**Exhibit 1-Reasoned Diligence Procedure PRO-BSG-019-EN of March 25, 2022**) and annexes to this procedure which allow it to assess the risks of illegal timber supply and mitigate them.*

*The auditor was able to consult two monitoring reports of the BSG Due Diligence system for the year 2022 (**Exhibit 2-Monitoring report of the BSG Due Diligence System PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 of April 18, 2022 and Follow-up report of the BSG Due Diligence system PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 of April 20, 2022**) which are annexes to the Due Diligence procedure.*

*The company has developed a Due Diligence procedure (**Exhibit 1-Reasoned Diligence Procedure PRO-BSG-019-EN of March 25, 2022**) and annexes to this procedure which allow it to assess the risks of illegal timber supply and mitigate them.*

*The auditor was able to consult two monitoring reports of the BSG Due Diligence system for the year 2022 (**Exhibit 2-Monitoring report of the BSG Due Diligence System PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 of April 18, 2022 and Follow-up report of the BSG Due Diligence system PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 of April 20, 2022**) which are annexes to the Due Diligence procedure.*

	<p><i>These reports present the scope of the LegalSource certificate requested by the company BSG, the types of products concerned, the identification of the subcontractors, the identification of the buyers of the products of the company BSG, presents the results of the risk analysis and the control of the company's compliance with the applicable legality grid and finally follows up on the Corrective Action Requests drawn up in the context of risk mitigation.</i></p> <p><i>The auditor was thus able to consult the corrective actions issued during the first 2 Due Diligence review reports and which are considered to be the actions to mitigate the risks identified.</i></p>
<p>NCR Status:</p>	<p>FERME CLOSED</p>
<p>Comments (optional):</p>	<p>Même si l'entreprise a mis sur pied des requêtes d'actions correctives à la suite de l'examen de son Système de Diligence Raisonnée et notamment suite à l'analyse de risques, les délais de mise en conformité n'ont pas été respectés de façon générale et ce système était très récent au moment de l'audit.</p> <p>En effet, les preuves de mise en œuvre des actions correctives prévues dans les requêtes d'actions correctives n'ont pas été présentées aux auditeurs et les délais de réalisation de ces actions étaient dépassés pour la plupart au moment de l'audit.</p> <p>Le respect des délais dévolus aux audits internes sera également vérifié.</p> <p>Ces différents points devront faire l'objet d'un point d'attention lors des futurs audits car la mise en œuvre des actions correctives constitue un moyen de mitigation des risques identifiés.</p> <p>Les auditeurs devront également veiller à vérifier la conformité des sous-traitants intervenant dans le système de l'entreprise (existence légale, enregistrements divers, paiement des taxes et redevances, situation du personnel des sous-traitants, paiement des cotisations sociales, conditions d'hébergement, classification professionnelle, congés, etc.).</p> <p>D'autre part, pour faciliter le suivi de son SDR, l'entreprise devrait organiser son analyse de risque sur la base de la norme LegalSource applicable et des modèles de documents proposés par Preferred By Nature.</p> <p><u>ANALYSE DES CAUSES DU RNC :</u></p> <p>La société Bois et Scieries du Gabon (BSG) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.</p> <p>Lors de l'audit d'enregistrement en 2021, ce RNC a été émis car dans les étapes de mise en œuvre de son Système de Diligence Raisonnée (SDR), l'entreprise n'avait pas réalisé une analyse de risques accompagnée de mesures de mitigation des risques identifiés.</p> <p>Pour pallier au problème soulevé par le RNC, l'entreprise a élaboré un ensemble d'outils pour la mise en œuvre et le suivi de la performance de son SDR. Ces outils permettent également à l'entreprise d'analyser les éventuels risques d'illégalité qui peuvent survenir dans son système pendant son approvisionnement et de proposer des mesures de mitigation qui doivent être mises en œuvre.</p>

	<p>La mise en œuvre effective des recommandations de la Procédure de Diligence Raisonnée de l'entreprise ((PRO-BSG-019-EN du 25 Mars 2022) permettra à l'entreprise d'actualiser de façon régulière son analyse de risques, d'émettre des Requêtes d'Actions Correctives en cas d'écart constaté et de mettre en œuvre les actions correctives proposées.</p> <p>La récurrence de ce RNC pourra être évitée au cas où l'entreprise met en œuvre les actions recommandées dans ses procédures internes relatives au SDR, à son suivi et aux actions correctives pour les écarts constatés.</p>
--	---

Non-Conformance #:	07/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section E-LegalSource Due Diligence Checklist, criterion 7.3, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7, 7.8,7.9, 8.1, 8.2 and 8.3.	
Description of Non-conformance:		
<p>La société BSG n'a pas présenté aux auditeurs une analyse de risques d'approvisionnement en produits illégaux dans le cadre de la certification LegalSource selon les exigences de l'indicateur. Aucune mesure de mitigation des risques à la suite de l'analyse des risques n'est proposée</p> <p><i>The BSG company did not present to the auditors an analysis of the risks of supplying illegal products as part of the LegalSource certification according to the requirements of the indicator.</i></p> <p><i>No risk mitigation measures following the risk analysis are proposed</i></p>		
Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>	
Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>	
Evidence Provided by Organization:	<ul style="list-style-type: none"> - Procédure Due Diligence System (PRO-BSG-019-EN du 25 Mars 2022) ; - Plan d'action pour la légalité et la certification de l'aménagement forestier ; - Rapport d'évaluation de la Diligence Raisonnée-Modèle pour les rapports d'audit interne (PRO-BSG-019-EN ANNEX 1 du 20 Mars 2022) ; - Rapports de suivi du Système de Diligence Raisonnée BSG (PRO-BSG-019 EN –ANNEX 1 du 18 Avril et du 20 Avril 2022) - Grille de suivi de la légalité de BSG (PRO-BSG-019 ANNEX 2 Due Diligence System) ; - Interviews. 	
Constat for Evaluation of Evidence:	Suite à l'émission du NCR, la société BSG a révisé sa procédure de Diligence Raisonnée en prévoyant désormais 4 audits internes du Système de Diligence Raisonnée basés sur la grille interne de suivi de la Diligence Raisonnée élaborée par l'entreprise.	

	<p>Les écarts constatés pendant ces audits internes font l'objet de requêtes d'actions correctives qui précisent le responsable de la mise en conformité, les actions à mettre en œuvre et les délais de mise en conformité.</p> <p>La mise en œuvre de ces mesures constitue les actions de mitigation aux risques identifiés par l'entreprise.</p> <p>Pour l'année 2022, avant le CVA, l'entreprise a réalisé deux audits internes dont les rapports assortis des requêtes d'actions correctives ont été présentés aux auditeurs.</p> <p>Les échanges avec le personnel en charge du suivi du Système de Diligence Raisonnée de l'entreprise (SDR), du personnel impliqué dans la réalisation des audits internes et du monitoring des activités de l'entreprise a permis aux auditeurs de constater que le système mis en œuvre pour l'analyse des risques et leur mitigation est bien en place et maîtrisé.</p>
<p>NCR Status:</p>	<p>FERME CLOSED</p>
<p>Comments (optional):</p>	<p>Même si l'entreprise a mis sur pied des requêtes d'actions correctives à la suite de l'examen de son Système de Diligence Raisonnée et notamment suite à l'analyse de risques, les délais de mise en conformité n'ont pas été respectés de façon générale et ce système était très récent au moment de l'audit.</p> <p>En effet, les preuves de mise en œuvre des actions correctives prévues dans les requêtes d'actions correctives n'ont pas été présentées aux auditeurs et les délais de réalisation de ces actions étaient dépassés pour la plupart au moment de l'audit.</p> <p>Le respect des délais dévolus aux audits internes sera également vérifié.</p> <p>Ces différents points devront faire l'objet d'un point d'attention lors des futurs audits car la mise en œuvre des actions correctives constitue un moyen de mitigation des risques identifiés.</p> <p>D'autre part, pour faciliter le suivi de son SDR, l'entreprise devrait organiser son analyse de risque sur la base de la norme LegalSource applicable et des modèles de documents proposés par Preferred By Nature.</p> <p><u>ANALYSE DES CAUSES DU RNC :</u></p> <p>La société Bois et Scieries du Gabon (BSG) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.</p> <p>Lors de l'audit d'enregistrement en 2021, ce RNC a été émis car dans les étapes de mise en œuvre de son Système de Diligence Raisonnée (SDR), l'entreprise n'avait pas réalisé une analyse de risques accompagnée de mesures de mitigation des risques identifiés.</p> <p>Pour pallier au problème soulevé par le RNC, l'entreprise a élaboré un ensemble d'outils pour la mise en œuvre et le suivi de la performance de son SDR. Ces outils permettent également à l'entreprise d'analyser les éventuels risques d'illégalité qui peuvent survenir dans son système pendant son approvisionnement et de proposer des mesures de mitigation qui doivent être mises en œuvre.</p> <p>La mise en œuvre effective des recommandations de la Procédure de Diligence Raisonnée de l'entreprise ((PRO-BSG-019-EN du 25 Mars</p>

	<p>2022) permettra à l'entreprise d'actualiser de façon régulière son analyse de risques, d'émettre des Requêtes d'Actions Correctives en cas d'écart constaté et de mettre en œuvre les actions correctives proposées.</p> <p>La récurrence de ce RNC pourra être évitée au cas où l'entreprise met en œuvre les actions recommandées dans ses procédures internes relatives au SDR, à son suivi et aux actions correctives pour les écarts constatés.</p>
--	---

Non-Conformance #:	12/21	
Non-Conformance Grading:	MAJOR <input checked="" type="checkbox"/>	Minor <input type="checkbox"/>
Standard & Requirement:	<p>LegalSource Standard (LS-02) V2.1, Section F-Legal Compliance at the Forest Level, Indicator 3.4.1</p> <p>Occupational health and safety requirements shall be observed by all persons involved in forest management/harvesting activities.</p>	
Description of Non-conformance:		
<p>Le mécanisme de gestion des accidents de travail sur le site est encadré par la procédure PRO-BSG-003 du 08/11/2021. Toute fois l'analyse des systèmes de gestion des Accidents de Travail (AT) indique qu'elle n'est pas suffisamment implémentée (Pas de registre de suivi des AT, le rapport d'analyse des AT inapproprié). Le modèle de rapport d'analyse des AT a toutefois été adapté pour permettre une meilleure analyse des causes en vue de proposer des actions correctives appropriées. Aussi les échanges avec certaines personnes clés a indiqué une très faible maîtrise des exigences liées à la procédure de gestion des AT.</p> <p>Aussi l'entretien avec certaines personnes clés a indiqué une très faible maîtrise des exigences liées à la procédure de gestion des AT. Aussi, lors de la consultation des registres d'accident, les auditeurs ont constaté que certains accidents enregistrés aux seins de l'entreprise n'étaient pas systématiquement déclarés.</p> <p>L'entreprise ne dispose pas d'un moyen adapté pour l'évacuation des accidentés/malades sur le site industriel et encore moins pour les chantiers forestiers. Le système de suivi générale des troussees n'est pas efficace et le personnel encore moins formé sur leur utilisation.</p> <p>L'entreprise n'a pas désigné officiellement les membres du CHSST et il n'existe pas de manuel/procédure de fonctionnement du comité. Il a été observé au niveau du camp du personnel asiatique de OTOUMA, un problème d'inabrité lié à l'évacuation des eaux, qui stagnent et présentant un problème d'insalubrité.</p> <p>Il a été observé que certains EPI requis par l'étude de danger étaient absents chez certains travailleurs, notamment les pantalons anti-coupure chez les tronçonneurs parc.</p> <p>L'entreprise Lors de la phase terrain de l'audit, l'entreprise ne dispose disposait pas d'un médecin de travail en permanence pour le suivi médical des employés, notamment pour ce qui est des visites médicales à l'embauche. Par la suite, l'entreprise a transmis aux auditeurs le contrat avec le Directeur-Adjoint du centre médical de Ndjolé qui a été mobilisé par l'entreprise pour réaliser des prestations de médecine du travail auprès des employés de l'entreprise BSG résidant dans le site d'Otouma.</p> <p>Le contrat de partenariat médical y relatif a été signé le 1er Mars 2022 par les parties et est entré en vigueur dès cette date.</p>		

Une convention de soin a été initié mais elle n'a pas encore été finalisée. Les visites médicales ont été initiées pour certains employés, mais au moment de l'audit elles n'étaient pas complètes pour l'ensemble des travailleurs de la société ainsi que ses sous-traitants.

Le camp des travailleurs n'est pas éclairé en permanent en soirée, présentant un problème d'insécurité pour les travailleurs du fait de la proximité homme-faune dans la zone de localisation de camps forestiers ; Il a été reporté lors des entretiens plus cas d'intrusion d'animaux dangereux au sein de la base de vie d'Otouma.

Aussi, au moment de l'audit, il a été observé que la qualité de l'eau mise à disposition des travailleurs était douteuse du fait de sa coloration et de sa texture. Au moment de l'audit, l'entreprise n'avait pas procédé à une analyse physico chimique et bactériologique de eaux de boisson mise à la disposition de son personnel. Dans l'immédiat pour pallier aux plaintes du personnel sur la qualité de l'eau, elle suspendu dans ses bases vies la consommation d'eau de boisson issu des forages en attente d'attester de leur potabilité. En palliatif, l'entreprise a prévu effectuer un ravitaillement régulier des bases vies en potable puisée dans des points d'eau vérifiés construits dans les villages riverains, en attente d'avoir une maitrise parfaite de la qualité de l'eau au travers de l'analyse de la qualité des eaux.

Pour résoudre définitivement le problème de fourniture en eau potable de ses bases-vie, l'entreprise a commandé un système intégré d'épuration des eaux dont le schéma d'installation a été mis à la disposition des auditeurs. L'installation de ce dispositif, son fonctionnement et la qualité de l'eau qui en sera produite seront évalués par la suite par l'entreprise.

The mechanism for managing work accidents on the site is governed by procedure PRO-BSG-003 of 08/11/2021. However, the analysis of Work Accident (AT) management systems indicates that it is not sufficiently implemented (No AT follow-up register. The AT analysis report template has however been adapted to allow a better analysis of the causes with a view to proposing appropriate corrective actions.

Also the exchanges with certain key people indicated a very weak mastery of the requirements linked to the procedure for managing work.

During the consultation of the accident registers, the auditors noted that certain accidents recorded within the company were not systematically declared.

The company does not have a suitable means for evacuating the injured/sick on the industrial site and even less so for forestry sites. The general tracking system for the kits is not efficient and the staff even less trained in their use.

The company has not officially appointed the members of the CHSCT and there is no operating manual/procedure for the committee. It was observed at the level of the Asian staff camp of OTOUMA, a problem of inshelter linked to the evacuation of water, which stagnates and presents a problem of sanitation.

It was observed that certain PPE required by the hazard study were absent in some workers, in particular cut-resistant trousers in park chainsaws.

During the field phase of the audit, the company did not have a permanent occupational physician for the medical follow-up of employees, in particular with regard to medical visits upon hiring. Subsequently, the company sent the auditors the contract with the Deputy Director of the Ndjolé medical center who was mobilized by the company to provide occupational medicine services to the employees of the BSG company residing in the Otouma site.

The related medical partnership contract was signed on March 1, 2022 by the parties and entered into force on that date.

Medical visits have been initiated for some employees, but at the time of the audit they were not complete for all of the company's workers and its subcontractors.

The workers' camp is not permanently lit in the evening, presenting a problem of insecurity for the workers due to the proximity of humans and wildlife in the area where the forest camps are located; It was reported during the interviews more cases of intrusion of dangerous animals within the Otouma living base.

Also, at the time of the audit, it was observed that the quality of the water made available to the workers was questionable due to its color and texture, on demand. At the time of the audit, the company had not carried out a physico-chemical and bacteriological analysis of the drinking water made available to its staff.

In the immediate term to alleviate the complaints of the staff on the quality of the water, it suspended in its life bases the consumption of drinking water from the boreholes while waiting to certify their potability. As a palliative, the company has planned to regularly supply the living bases with drinking water drawn from verified water points built in the neighboring villages, while waiting to have perfect control of the quality of the water through the water quality analysis.

To definitively solve the problem of supplying drinking water to its life bases, the company ordered an integrated water purification system, the installation diagram of which was made available to the auditors. The installation of this device, its operation and the quality of the water that will be produced will be subsequently assessed by the company.

Corrective action request:	L'entreprise doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. <i>The company must implement the necessary corrective actions.</i>
Timeline for Conformance:	Avant l'émission du certificat <i>Before certificate issuance</i>
Evidence Provided by Organization:	<ul style="list-style-type: none"> - Texte de création du CHSST ; - Liste des membres du CHSST ; - Procès-Verbaux réunions du CHSST ; - Procédure de gestion des accidents de travail (PRO-BSG-003 du 08/11/2021) ; - Rapport d'analyse des accidents de travail ; - Analyse des risques EPI ; - Décharges EPI ; - Contrat de partenariat médical avec le Directeur Adjoint de l'hôpital de Ndjolé ; - Factures achat lampes solaires ; - Bon de commande lampes solaires depuis la Malaisie ; - Rapport installation lampes solaires base-vie Otouma ; - Procédure de gestion des EPI (HSE/PRO/2020/01 du 06 juillet 2020) ; - Instruction de travail pour la gestion des trousseaux de premier secours ; - Procès-verbaux collecte eau potable ; - Proforma système de traitement de l'eau pour potabilisation (ECOPURA) ; - Feuille d'information sur le système HENZEN ECOPURA WATER commandé par l'entreprise ; - Photos ; - Interviews ; - <i>Text creating the CHSST;</i> - <i>List of CHSST members;</i> - <i>Minutes of CHSST meetings;</i> - <i>Work accident management procedure (PRO-BSG-003 of 08/11/2021);</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Work accident analysis report;</i> - <i>PPE risk analysis;</i> - <i>PPE discharges;</i> - <i>Medical partnership contract with the Deputy Director of Ndjolé Hospital;</i> - <i>Purchase invoices for solar lamps;</i> - <i>Solar lamps order form from Malaysia;</i> - <i>Otouma living base solar lamp installation report;</i> - <i>PPE management procedure (HSE/PRO/2020/01 of July 06, 2020);</i> - <i>Work instruction for the management of first aid kits;</i> - <i>Drinking water collection minutes;</i> - <i>Proforma water treatment system for drinking water (ECOPURA);</i> - <i>Information sheet on the HENZEN ECOPURA WATER system ordered by the company;</i> - <i>Pictures ;</i> - <i>Interviews;</i>
<p>Constat for Evaluation of Evidence:</p>	<p>Lors du CVA 2022 de la société BSG pour la levée des non-conformités Majeures émises lors de l’audit d’enregistrement 2021, l’auditeur a constaté les évolutions suivantes par rapport aux précédents constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L’entreprise a mis sur pied un Comité Hygiène Santé et Sécurité au travail (CHSST) dont les membres ont été désigné et qui a effectivement commencé ses activités sur le site d’Otouma ; - Les modalités de prise en charge et de gestion des Accidents de travail sont connus du personnel et appliqués ; - 03 employés ont été dédiés au nettoyage de la base-vie Otouma ; ces derniers étaient en activité au moment de l’audit ; - Les Pantalons anti-coupure ont été mis à la disposition des différents opérateurs de tronçonneuses (abatteurs, tronçonneurs) ; - Les accidents de travail et autres incidents sont désormais enregistrés sur des fiches avec une analyse des causes par le Responsable hiérarchique présent ; - Les travailleurs de l’entreprise et les sous-traitants ont une bonne connaissance des procédures applicables pour la gestion des accidents de travail ; - Un contrat de partenariat médical mensuel avec le Directeur Adjoint de l’hôpital de Ndjolé est disponible et valide car renouvelé au moment de l’audit ; - Une ambulance fonctionnelle est prévue pour les cas d’évacuation en cas d’urgence. Elle est garée en permanence au bloc administratif du site d’Otouma avec un chauffeur disponible en permanence ;

- Une instruction de travail pour la gestion des trousse de secours est disponible et mise en œuvre ;
- Les employés ont été formés à la manipulation des trousse de secours et un suivi est réalisé par l’infirmier du site d’Otouma ;
- Des lampadaires solaires ont été installés à des points précis dans la base-vie d’Otouma ;
- L’entreprise s’approvisionne en eau potable dans la ville de Ndjolé (**Exhibit 4**-Procès-Verbaux d’approvisionnement en eau BSG) à des points d’eau faisant partie du réseau de fourniture d’eau de la SEG (société des Eaux du Gabon). Pour ce faire l’entreprise utilise trois (03) tankers (fûts) de 1000 litres qui sont remplis aux heures avancées de la nuit pour éviter les conflits avec les populations habitant la ville de Ndjolé. Ces tankers sont par la suite transportés vers la base-vie d’Otouma par un véhicule de l’entreprise et déposés au niveau du magasin (02 tankers) et de l’usine (01 tanker) ;
- L’approvisionnement des bases Abanga A et Abanga B situées à plus de deux heures de route de la base-vie d’Otouma en eau potable se fait à l’aide des pick-up des responsables de ces bases-vie qui transportent cinq bidons de 20 litres chacun remplis d’eau potable à partir de la base d’Otouma. Avant la fermeture du CVA, suite aux constats de l’auditeur, l’entreprise a fait transporter un tanker de 1000 litres au niveau des habitations de la base Abanga B (**Exhibit 5**-Installation tanker base Abanga B) qui est située à une trentaine de minutes de la base Abanga A ;
- Le registre des maladies des base-vie d’Otouma, Abanga A et Abanga B ne faisait pas ressortir de problèmes particulier lié aux maladies hydriques ;
- L’eau distribuée par l’entreprise dans le réseau de distribution en place est destinée à la lessive, au bain et autres tâches ménagères ;
- Le rapport de la visite pour délivrance des certificats médicaux lors de la visite médicale 2021 a été présenté aux auditeurs (**Exhibit 6**-Rapport de la visite pour délivrance des certificats médicaux lors de la visite médicale 2021) ;
- La planification des visites médicales du personnel pour l’année 2022 a été présentée. Elles se dérouleront au courant du mois de Juin 2022 pour l’ensemble du personnel des CFAD BSG Otouma et GWI1 Otouma (**Exhibit 7**-Planification des visites médicales annuelles année 2022 BSG Otouma) ;
- L’entreprise a complété les lampes solaires qui avaient été placées dans la base-vie d’Otouma de façon à couvrir la partie habitée de la base-vie qui est désormais mieux éclairée la nuit de façon à limiter les intrusions des animaux (**Exhibit 8**-Installation des lampes solaires dans la base-vie Otouma au

11 Mai 2022). L'installation des lampes solaires s'est poursuivie sur les bases avancées d'Abanga A et B où sont campés les travailleurs employés dans les activités d'exploitation forestière ;

- L'entretien de la base-vie se fait en continu par l'équipe mobilisée à cet effet par l'entreprise ;
- Les fosses creusées aux alentours des habitations dans la base-vie pour l'enfouissement des ordures et devant servir de fosses septiques ont été refermées pour éviter le risque de chute des animaux et des habitants de la base-vie dans ceux-ci (**Exhibit 9**-Photos de la fermeture des fosses base-vie Otouma).

During BSG's 2022 CVA for the removal of Major non-conformities issued during the 2021 registration audit, the auditor noted the following changes compared to previous findings:

- *The company has set up an Occupational Hygiene Health and Safety Committee (CHSST) whose members have been appointed and which has effectively started its activities on the Otouma site;*
- *The terms and conditions for the coverage and management of Workplace Accidents are known to staff and applied;*
- *03 employees were dedicated to cleaning the Otouma living base; the latter were in operation at the time of the audit;*
- *Chainsaw trousers have been made available to the various chainsaw operators (fellers, chainsaws);*
- *Workplace accidents and other incidents are now recorded on sheets with an analysis of the causes by the Line Manager present;*
- *The company's workers and subcontractors have a good knowledge of the applicable procedures for the management of work accidents;*
- *A monthly medical partnership contract with the Deputy Director of Ndjolé Hospital is available and valid because it was renewed at the time of the audit;*
- *A functional ambulance is provided for emergency evacuation. It is permanently parked at the administrative block of the Otouma site with a permanently available driver;*
- *A work instruction for the management of first aid kits is available and implemented;*
- *Employees have been trained in the handling of first aid kits and follow-up is carried out by the nurse at the Otouma site;*
- *Solar streetlights have been installed at specific points in the Otouma living base;*

- *The company obtains drinking water in the town of Ndjolé (Exhibit 4- BSG water supply minutes) from water points that are part of the water supply network of the SEG (société des Waters of Gabon). To do this, the company uses three (03) tankers (drums) of 1000 liters which are filled at late hours of the night to avoid conflicts with the populations living in the city of Ndjolé. These tankers are then transported to the Otouma life base by a company vehicle and dropped off at the store (02 tankers) and the factory (01 tanker);*
- *Drinking water is supplied to the Abanga A and Abanga B bases located more than two hours' drive from the Otouma base camp with the help of the pick-ups of those in charge of these base camps, which carry five canisters of 20 liters each filled with drinking water from the Otouma base. Before the closure of the CVA, following the findings of the auditor, the company transported a 1000-litre tanker to the homes of the Abanga B base (Exhibit 5-Installation tanker base Abanga B) which is located about 30 minutes from the Abanga A base;*
- *The register of diseases in the living quarters of Otouma, Abanga A and Abanga B did not reveal any particular problems related to waterborne diseases;*
- *The water distributed by the company in the existing distribution network is intended for laundry, bathing and other household chores;*
- *The report of the visit for the issuance of medical certificates during the 2021 medical visit was presented to the auditors (Exhibit 6-Report of the visit for the issuance of medical certificates during the 2021 medical visit);*
- *The planning of staff medical visits for the year 2022 was presented. They will take place during the month of June 2022 for all the staff of CFAD BSG Otouma and GWI1 Otouma (Exhibit 7-Planning of annual medical visits for the year 2022 BSG Otouma);*
- *The company supplemented the solar lamps that had been placed in the Otouma base camp so as to cover the inhabited part of the base camp which is now better lit at night so as to limit animal intrusions (Exhibit 8-Installation of solar lamps in the Otouma life base on May 11, 2022). The installation of solar lamps continued on the forward bases of Abanga A and B where the workers employed in logging activities are camped;*
- *Maintenance of the base camp is carried out continuously by the team mobilized for this purpose by the company;*
- *The pits dug around the dwellings in the living quarters for the burial of rubbish and intended to serve as septic tanks have been closed to avoid the risk of animals and living*

	<i>quarters inhabitants falling into them (Exhibit 9-Photos of the closure of the Otouma life base pits).</i>
NCR Status:	FERME CLOSED
Comments (optional):	<p>L'entreprise a réalisé des progrès depuis le dernier audit en vue de la gestion des aspects des aspects santé et sécurité de son personnel.</p> <p>Toutefois, l'entreprise doit finaliser l'installation de l'éclairage au sein de sa base-vie d'Otouma et s'assurer de la disponibilité d'un éclairage suffisant et repartit de façon judicieuse après l'arrêt des générateurs de façon à limiter les interactions hommes-faune et à assurer la sécurité des habitants de celle-ci.</p> <p>Le problème de disponibilité d'eau potable pour la boisson est actuellement géré par l'entreprise à travers un système d'approvisionnement qui nécessite des déplacements de véhicules entre Ndjolé et les différentes bases-vies à des heures avancées de la nuit.</p> <p>Ce fonctionnement permet tout de même à l'entreprise de mettre à la disposition de son personnel de l'eau potable en quantité suffisante et de façon régulière. Son maintien dans le temps et l'espace est toutefois dépendante de facteurs externes à l'entreprise et notamment du bon fonctionnement des points d'eau de la SEG auprès desquels l'entreprise s'approvisionne en eau potable et de la fourniture régulière d'eau par la SEG à la ville de Ndjolé.</p> <p>Lors du prochain audit annuel, il serait judicieux que l'entreprise ait en place un système propre de potabilisation et de distribution d'eau potable dans ses bases-vie permanentes de façon à ne pas dépendre du réseau d'adduction d'eau de la SEG qui fournit certes de l'eau potable mais sur lequel l'entreprise n'a aucune maîtrise.</p> <p>L'entreprise a fait la commande d'un tel système dont la livraison est attendue dans les mois suivant le CVA. Son installation, son fonctionnement et l'analyse de l'eau de boisson qui en sera produite sera évalué par lors du prochain audit annuel.</p> <p><i>The company has made progress since the last audit in managing aspects of the health and safety aspects of its personnel.</i></p> <p><i>However, the company must finalize the installation of lighting within its base camp in Otouma and ensure that sufficient lighting is available and distributed judiciously after the generators have been shut down so as to limit human-wildlife interactions and ensure the safety of its inhabitants.</i></p> <p><i>The problem of the availability of drinking water for drinking is currently managed by the company through a supply system that requires vehicle travel between Ndjolé and the various living bases at late hours of the night.</i></p> <p><i>This operation nevertheless allows the company to provide its staff with drinking water in sufficient quantity and on a regular basis. Its maintenance in time and space is however dependent on factors external to the company and in particular the proper functioning of the SEG water points from which the company obtains its drinking</i></p>

water and the regular supply of water by the SEG to the town of Ndjolé.

During the next annual audit, it would be wise for the company to have in place its own drinking water purification and distribution system in its permanent living bases so as not to depend on the water supply network of the SEG which certainly provides drinking water but over which the company has no control.

The company has ordered such a system, the delivery of which is expected in the months following the CVA. Its installation, its operation and the analysis of the drinking water that will be produced

ANALYSE DES CAUSES DU RNC :

La société Bois et Scieries du Gabon (BSG) n'a pas réalisé une analyse des causes du RNC en tant que tel.

Toutefois, le RNC Majeur a été émis à la suite de plusieurs constats relatifs aux aspects santé et sécurité du personnel de l'entreprise.

Au moment de l'émission du RNC, l'entreprise était en phase d'audit initial et a par la suite mis l'accent sur ces différents aspects qui sont aujourd'hui bien connus et des mesures mises en œuvre pour assurer la conformité de l'entreprise.

Pour assurer le maintien de sa conformité et éviter la récurrence de RNC sur ces aspects, l'entreprise doit s'assurer de couvrir toutes ces exigences avec des procédures opérationnelles dont la mise en œuvre doit être suivie à travers le monitoring interne mis en place.

Les écarts constatés doivent être corrigés dans la perspective des procédures en place pour éviter des solutions ponctuelles qui ne résolvent pas les problèmes de façon durable dans le cycle de certification.

ANALYSIS OF THE CAUSES OF NCR:

Bois et Scieries du Gabon (BSG) has not carried out an analysis of the causes of the RNC as such.

However, the Major RNC was issued following several findings relating to the health and safety aspects of the company's personnel.

At the time of the issuance of the RNC, the company was in the initial audit phase and subsequently focused on these different aspects which are now well known and measures implemented to ensure compliance of the company.

To maintain its compliance and avoid the recurrence of RNC on these aspects, the company must ensure that all these requirements are covered with operational procedures, the implementation of which must be monitored through the internal monitoring put in place.

The discrepancies observed must be corrected in the perspective of the procedures in place to avoid ad hoc solutions that do not solve the problems in a sustainable way in the certification cycle.

III. CONCLUSIONS

NCRs fermé(s):	<input checked="" type="checkbox"/> Pas de suivi requis
	<input type="checkbox"/> NCR(s) fermé(s) et nouveau(x) NCR(s) émis voir la section IV
NCRs ouvert(s):	<input type="checkbox"/> Certification/Validation/Vérification non approuvée; conformité avec NCR(s) requise
	<input type="checkbox"/> NCR(s) majeur(s) non fermé(s); suspension de la certification / verification
	<input type="checkbox"/> NCR(s) mineur(s) passant à majeur(s); voir section IV
	<input type="checkbox"/> Nouveau NCR(s) émis, voir section IV
Commentaires/ Actions de suivi pour le prochain audit:	Click here to enter text.